

**LETTRE DATÉE DU 19 FÉVRIER 2004, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA MALAISIE AUPRÈS DE LA CONFÉRENCE, TRANSMETTANT LE TEXTE DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE PUBLIÉ LE 13 FÉVRIER 2004 À PUTRAJAYA (MALAISIE) PAR LE MINISTRE MALAISIE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN RÉPONSE AU DISCOURS DU PRÉSIDENT GEORGES W. BUSH SUR LA PROLIFÉRATION DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué de presse publié le 13 février 2004 par S. E. M. Datuk Seri Syed Hamid Albar, Ministre des affaires étrangères de la Malaisie, en réponse au discours sur la prolifération des armes de destruction massive que le Président des États-Unis d'Amérique, Georges W. Bush, a prononcé à l'Université de la défense nationale, à Washington (D.C.), le 11 février 2004.

Je vous prie de bien vouloir faire publier et distribuer ce texte comme document officiel de la Conférence du désarmement.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de la Malaisie  
à la Conférence du désarmement  
(*Signé*) Rajmah **Hussain**

Annexe

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE PUBLIÉ PAR S. E. M. DATUK SERI SYED  
HAMID ALBAR, MINISTRE MALAISIEEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
EN RÉPONSE AU DISCOURS SUR LA PROLIFÉRATION DES ARMES  
DE DESTRUCTION MASSIVE, PRONONCÉ PAR LE PRÉSIDENT DES  
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GEORGES W. BUSH, À L'UNIVERSITÉ DE  
LA DÉFENSE NATIONALE, À WASHINGTON (D.C.), LE 11 FÉVRIER 2004**

1. La Malaisie réfute toutes allégations selon lesquelles une entreprise malaisienne, SCOPE, serait impliquée dans un réseau international appuyant la production illicite de centrifugeuses.
2. Depuis qu'ont été rendues publiques les allégations selon lesquelles la SCOPE participerait à la fabrication de certains composants de centrifugeuses, la Malaisie a mené des enquêtes approfondies et a coopéré pleinement avec toutes les parties concernées. L'entreprise SCOPE a confirmé qu'elle avait effectivement fabriqué 14 composants semi-finis pour le compte de l'entreprise Gulf Technical Industries (GTI), qui a son siège à Doubaï, mais que l'utilisation finale de ces composants n'avait jamais été révélée par la GTI ou par quelque autre partie. Le contrat passé par la société SCOPE avec la GTI a été rendu public lorsque la société mère, SCOMI, a été cotée pour la première fois à la Bourse de Kuala Lumpur, en mai 2003, comme prescrit par l'autorité de réglementation des activités en bourse.
3. Les enquêtes ont révélé que les composants fabriqués par la SCOPE pour le compte de la GTI, notamment des tubages et des dispositifs de serrage, étaient des pièces génériques susceptibles d'usages multiples. Elles ont également confirmé que la SCOPE n'avait pas et n'a pas la capacité de fabriquer des centrifugeuses entières, ni de produire la plupart des composants nécessaires à la fabrication d'une centrifugeuse.
4. Dans le discours qu'il a prononcé à l'Université de la défense nationale le 11 février 2004, le Président Bush a fait plusieurs fois référence, d'une manière indue, à la Malaisie. Nous sommes déçus de constater que ses propos semblent mettre en cause l'attachement du Gouvernement malaisien à la non-prolifération nucléaire.
5. La Malaisie a toujours soutenu les efforts déployés par la communauté internationale pour prévenir le transfert illicite de technologies nucléaires ou la production illicite de matériaux susceptibles de servir à la fabrication clandestine d'armes de destruction massive. La Malaisie est attachée non seulement à la non-prolifération, mais aussi à l'élimination totale et complète de toutes les armes de destruction massive.
6. Nous déplorons qu'une affaire mettant en jeu un simple contrat commercial conclu par l'entreprise SCOPE ait été déformée, exagérée et grossie hors de proportion. Nous sommes indignés par le fait que la Malaisie a été délibérément pointée du doigt par le Président Bush dans son discours, alors qu'il a aussi indiqué expressément que d'autres pièces essentielles avaient été achetées par le truchement d'agents attachés à des réseaux situés en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Le Président Bush a toutefois omis de citer nommément les pays abritant ces agents.

7. La Malaisie se sent offensée d'avoir été injustement et délibérément mise à l'index par le Président Bush, qui a ainsi terni l'action qu'elle a menée jusqu'ici en faveur de la non-prolifération.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
WISMA PUTRA  
PUTRAJAYA

13 février 2004

-----